

Amsterdam, intermédiaire des prostituées

Pays-Bas La mairie envisage de louer directement des vitrines aux travailleurs sexuels.

**Reportage Sonia Johnson
Correspondante à Amsterdam**

Peu importe la pluie qui tombe sans s'arrêter depuis les premières heures de la matinée. Le Quartier rouge d'Amsterdam reste toujours vibrant. Des touristes riant sous cape circulent en groupes, des hommes seuls jettent des regards rapides devant ces femmes nues en vitrine, offertes contre paiement. *“Mais pour un grand nombre d'entre nous, c'est un choix. Je veux briser les tabous qui existent autour de la prostitution”*, défend Lyle Muns, 21 ans, prostitué depuis trois ans. Ce jeune étudiant en sciences politiques se rend généralement au domicile de ses clients et affirme aimer son travail.

Porte-parole de l'organisation “Proud”, représentant les prostitués du Quartier rouge, il identifie plus précisément deux groupes parmi eux: les victimes et ceux qui exercent cette activité par choix. *“Mais, pour tous, travailler dans le Quartier rouge offre plus de sécurité, avec la police à proximité, les services sociaux et des boutons d'alarme en cas de problèmes.”*

La mairie intervient

La mairie d'Amsterdam a lancé une enquête dans le but de louer directement des vitrines aux travailleurs sexuels avec des critères tels que des horaires fixes, un âge minimum de 21 ans ou un passeport européen. *“Je crois que ce projet pourrait mettre fin à une situation compliquée”*, explique Lyle Muns. *“Aujourd'hui, il existe un propriétaire puis, en dessous, un intermédiaire, avec qui les prostituées sont en contact et qui s'occupe de toute la partie légale et administrative. Si cet intermédiaire est inquiet, la prostituée se retrouve à la rue.”*

Pour lui, ces avancées sont essentielles dans l'émancipation des travailleurs sexuels, mais ils

devront être guidés et le changement progressif. *“Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, les travailleurs sexuels pourront organiser seuls leurs conditions de travail”*, se réjouit le jeune militant.

Gina (prénom modifié), très souriante en ce début d'après-midi, partage cet avis. C'est son jour de repos. Au programme, une grasse matinée et quelques brasses à la piscine non loin de chez elle. Alors, elle tourne rapidement la tête quand elle aperçoit un client traverser la petite rue en face. *“Surtout pas aujourd'hui”*, dit-elle en riant. *“Je loue une vitrine plusieurs fois par semaine ici, environ 100 euros pour une journée, 160 euros pour une nuit. La municipalité d'Amsterdam a eu plusieurs idées très mauvaises par le passé, comme celle de vouloir nous protéger en fermant des vitrines”*, explique la professionnelle. *“Cela fait 24 ans que je suis prostituée, j'aime mon métier. Mes clients sont gentils, ils sont parfois seuls. Ils ont besoin de moi, de mon contact. Et en échange, je gagne de l'argent, j'ai ma liberté, je travaille quand je veux, je peux voyager. Je ne pense pas arrêter demain.”* Elle dénonce aussi une certaine morale religieuse. *“Je suis chrétienne mais je suis aussi féministe et je veux être libre de ce que je fais de mon corps. Beaucoup ont un problème avec le sexe, souvent synonyme de culpabilité. Si on interdit la prostitution, cela ne veut pas dire qu'elle ne sera pas exercée. Juste ailleurs, avec plus de risques et sans droits.”*

Le Parti chrétien-démocrate scandalisé

Pour autant, aux abords de certaines agglomérations ou dans des résidences privées, des prostituées en souffrance, souvent mineures et dépendantes, travaillent illégalement au quotidien. Dans le Quartier rouge, malgré 25% des vitrines déjà contrôlées puis fermées, le nombre de proxénètes encore en action reste difficile à évaluer.

“Te Huur Kamer”, peut-on lire ici. Ce petit bureau sans rideaux est une agence privée de location de vitrines. Pas une cliente en vue aujourd'hui. L'ambiance est austère, le propriétaire désagréable. Il peste contre l'initiative de la mairie qui le révolte. *“Cela devrait être interdit par la loi, mais ce sont eux qui font la loi”*, reproche celui qui

sert d'intermédiaire. *"Pourquoi une municipalité viendrait faire notre travail?"* Pour lui, cette opération ne rendra pas les prostituées plus indépendantes. *"Le marché de la location de vitrines marche très bien, nous n'avons pas besoin de l'intervention du gouvernement, cela devrait être interdit"*, ne cesse-t-il de répéter.

C'est un peu l'avis des membres du conseil municipal d'Amsterdam représentant le Parti chrétien-démocrate, initiateurs des dernières lois sur la prostitution relevant à 21 ans l'âge légal. Ils ont publié une lettre ouverte, comparant le rôle de la mairie à celui d'un proxénète et relevant la différence entre *"offrir une protection"* et *"essayer de normaliser la prostitution"*.

L'été 2015 est l'échéance la plus proche envisagée par la municipalité pour cette avancée encore inédite dans l'histoire de la prostitution.

Épingle

La réforme de la mairie

Les prostituées du Quartier rouge pourraient devenir les principales interlocutrices du propriétaire de cinq bâtiments appartenant à la mairie d'Amsterdam. Une organisation, "HVO-Querido", devrait leur apporter une aide administrative et juridique pour gérer leur petite entreprise. Une cinquantaine de femmes travailleraient dans les dix-neuf vitrines ouvertes dans la zone de prostitution. Plusieurs questions restent à l'étude: la mairie d'Amsterdam restera-t-elle propriétaire de ces espaces, les louera-t-elle directement aux prostituées sélectionnées, arrivera-t-elle à éviter les conflits d'intérêts en trouvant un investisseur extérieur prêt à signer pour ce programme particulier au sein de l'industrie du sexe? **S.J.**

*"Je veux briser
les tabous
qui existent autour
de la prostitution."*

LYLE MUNS

Prostitué et porte-parole
de l'organisation "Proud".